Ni trop, ni trop peu… ou pourquoi une motion sur les élections ?

Depuis le début du NPA, la question des élections est celle qui a le plus divisé le parti. Dans le meilleur des cas, elle a produit des débats interminables, peu intéressants, voire des conférences nationales lourdes et coûteuses à organiser, au détriment de tâches de construction plus importantes. Souvent, cette question a même conduit à des divisions considérables, des crises, des prises de position à géométrie variable selon les endroits et même à la principale scission du parti. Pourtant, l'enjeu de ces discussions est toujours le même depuis les régionales de 2010, et il est très simple : ***alliance ou pas alliance électorale avec le Front de gauche ?***

Le sens de la motion que nous avons proposée au CPN est donc tout simplement de trancher cette question une bonne fois. Quoi de plus légitime qu'un congrès national pour cela ? Pourquoi lui préférer des « conférences nationales » pour chaque échéance électorale, comme le propose la majorité de la direction sortante… au prix de nouveaux débats interminables et de nouvelles divisions inévitables ? Pourquoi prétendre, comme l'ont fait d'autres camarades, que notre motion présenterait le risque d'une dérive électoraliste ? Au contraire, si nous ne voulons plus être hapé-e-s par la question électorale (en parler trop), il faut la trancher en congrès (donc en parler un peu !). Ainsi, nous nous consacrerons d'autant plus aux tâches prioritaires de l'intervention et de la construction ! Et, si l'on veut faire des réunions nationales, autant que ce soit pour les questions fondamentales, comme la construction dans les entreprises, les questions féministes, écologistes, anti-impérialistes…

De plus, très concrètement, **il y aura des élections départementales et régionales… quelques mois après le congrès, dès le printemps et l'automne 2015** : ne serait-il pas particulièrement absurde d'organiser une conférence nationale quelques mois après le congrès, alors que celui-ci peut très bien établir une position claire ? Sinon, il n'est pas difficile de prévoir ce qui se passera : sitôt le congrès terminé, au lieu de nous construire, nous repartirons dans un nouveau round de combats pénibles sur la présentation ou non de candidat-e-s, sur les listes pour lesquelles nous appellerions à voter si nous ne pouvons pas nous présenter, etc.

Quant à la présidentielle de 2017, nous savons très bien que la campagne commence… dès le début 2016 : si le parti veut pouvoir se présenter, il sera nécessaire d'aller chercher les signatures des maires bien à l'avance – on se rappelle combien cela fut difficile en 2011-2012, notamment parce que nous avions commencé bien trop tard… Là encore, le congrès est le plus légitime pour se prononcer.

Enfin, il s'agit d'une question de démocratie. Il est légitime de donner la parole à tou-te-s les camarades sur un sujet auquel nous avons tou-te-s réfléchi

depuis plusieurs années, avec le plus souvent des positions bien arrêtées (d'où les tensions qui réapparaissent dès qu'on en discute). De plus, quatre des cinq plateformes pour ce congrès se prononcent clairement contre toute alliance électorale du NPA avec le FdG, le PC et le PG (sauf cas exceptionnels de rupture d'équipes locales avec leur direction nationale). En revanche, la P1 revendique ouvertement que le parti se positionne au cas par cas selon les élections, avec à chaque fois une conférence nationale, et elle n'exclut pas une éventuelle alliance avec les réformistes selon l'évolution de la situation. La divergence est parfaitement claire, l'enjeu limpide pour tou-te-s les camarades. Il est donc légitime de trancher enfin cette divergence par des votes en AG électives et au congrès national.

C'est d'autant plus important que, si cette question n'est pas tranchée par la base, elle le sera une fois de plus au détour d'un accord au sommet entre plateformes qui pourtant se contredisent sur ce sujet. Or, si l'on peut prévoir qu'une éventuelle majorité se définisse au congrès après les votes des AG, mieux vaut s'assurer d'avance que ce ne soit pas avec une clause qui contredirait l'opinion de la majorité du parti…

Nous regrettons que les responsables des plateformes 2, 3 et 4, qui soutiennent pourtant la même position que nous sur la question électorale, se soient abstenu-e-s ou aient fait NPPV au CPN – sans arguments, comme s'ils craignaient de voter ensemble cette motion ! Nous appelons ces camarades à porter désormais avec nous cette motion dans les AG et au congrès – quitte à revoir ses formulations dans la commission prévue à cet effet.

En tout état de cause, ***nous appelons tou-te-s les camarades qui se reconnaissent dans les plateformes 2, 3, 4 et 5, au-delà des divergences sur les autres questions, à faire front en votant tou-te-s ensemble contre toute alliance électorale du NPA avec le FdG*** *!*

Motion proposée au CPN

Les différentes composantes du Front de gauche défendent une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste. Le NPA défend un projet de rupture avec le système capitaliste. C'est ce projet, dont le contenu et les contours continuent à être discutés entre nous, que nous devons défendre lors des élections.

Par conséquent, nous affirmons que, lors des prochaines élections (régionales de 2015, présidentielle et législatives de 2017), aucun accord électoral n'est possible avec le Front de gauche et ses composantes (sauf avec des équipes militantes locales en rupture avec leur direction nationale).

Plateforme 5, le 25 novembre 2014